

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1847>



Confinomanie

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : jeudi 28 janvier 2021

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

25 janv. 2021, Retour en République

Loin d'être une fatalité, la promotion obsessionnelle du confinement n'est que l'une des expressions, parmi d'autres, de la logique politique délirante qui est à l'origine de la crise que nous traversons. Peut-être serait-il temps de lui tourner le dos.

Ainsi donc il faudrait, ainsi que le plaide le président du conseil pseudo-scientifique, ordonner, à titre préventif, un nouveau confinement. Bien évidemment, cette proposition est relayée avec complaisance par la totalité des médias, leur permettant d'alimenter le feuilleton de la crise sanitaire tout en se dispensant de la moindre information en la matière. Mais est-elle pour autant raisonnable ?

Faut-il rappeler, ce qui est pudiquement nommé « confinement » s'analyse en réalité en une assignation à résidence généralisée de la population, soit une mesure particulièrement restrictive - pour ne pas dire privative - de liberté. Faut-il le rappeler également, dans une société démocratique, seuls des périls actuels et objectivables peuvent justifier une telle restriction. En d'autres termes, seul un risque avéré d'embrasement épidémique de nature à noyer notre système de santé - en raison d'un état de délabrement artificiellement entretenu, mais ceci est un autre problème - devrait pouvoir justifier à une telle atteinte à nos libertés. Et si tel était le cas, l'auteur de ses lignes n'y verrait alors aucune objection de principe.

C'est pourtant au motif d'un risque pour l'instant éventuel, fondé sur des projections statistiques purement théoriques (et volontiers alarmistes) que l'on prétend aujourd'hui réduire à néant le peu de marge d'existence dont nous disposons encore. Un risque qui, s'il devait être durablement pris en compte par les pouvoirs publics, justifierait en vérité un confinement sans fin : à partir du moment où l'on admet que la seule possibilité d'un emballement épidémique autorise notre emprisonnement à domicile, qu'est-ce qui peut encore justifier notre libération ? Par hypothèse, un tel emballement ne pourra jamais être totalement exclu, a fortiori si l'on se livre par ailleurs aux spéculations les plus morbides sur la mutation du virus...

Mais l'aspect le plus problématique de cette singulière confinomanie n'est sans doute pas là. Car l'obsession pour l'encellulement domiciliaire a également pour effet - sinon pour objet - de valider cette méthode prophylactique proprement moyenâgeuse comme étant la meilleure voire la seule envisageable pour lutter contre l'épidémie. Or, alors que toutes les études épidémiologiques sérieuses montrent le peu d'impact de cette mesure sur la circulation du virus, le confinement est surtout l'expression de politiques publiques spéculant sur la dégradation durable de notre système de soins et la mauvaise santé chronique d'une large fraction de la population.

Promouvoir l'isolement coercitif des individus trahit en effet une représentation où toute contamination - et par extension, toute interaction sociale - est assimilée à un risque mortel. Une représentation qui, consciemment ou non, fait abstraction de notre capacité innée à combattre les virus et nous en immuniser et, plus encore, de celle de notre système de santé - pour peu qu'on veuille bien lui en donner les moyens - à prendre le relais lorsque nos défenses sont dépassées.

Dès lors, si l'on veut éviter qu'à l'avenir le lavement et la saignée fassent leur grand retour comme instruments thérapeutiques privilégiés - ce qui aurait certes le mérite de la simplicité - peut-être serait-il temps de proposer d'autres politiques de lutte contre l'épidémie que celles que promeuvent les confinomanes. Des politiques qui ne peuvent certes se substituer immédiatement aux mesures prophylactiques brutales que nous impose le délabrement de nos services publics, mais qui nous permettraient de limiter le recours aux restrictions de libertés. Des politiques

qui nous permettraient surtout de poser les jalons d'une véritable stratégie de prévention de telles crises sanitaires - soulignant ainsi à quel point la crise actuelle comme les lacunes dans sa résolution ne sont que la conséquence directe et mécanique du projet politique de nos gouvernants.

En attendant la reconstruction d'un système de santé digne de ce nom, il est donc permis, dès à présent, de revendiquer de façon systématique l'accroissement des capacités d'accueil hospitalier et la revalorisation significative des conditions de travail de ses agents. Il est également permis de revendiquer un vrai plan de lutte contre ces maladies chroniques qui rendent tant de nos concitoyens vulnérables aux virus, avec toutes les conséquences que cela implique en termes de remise en cause de nos modes de production et de consommation. Il est enfin vivement conseillé de revendiquer, de façon tout aussi systématique, la mise sur pied d'une recherche publique digne de ce nom, à mille lieux de la poursuite de son démantèlement auquel se livre le gouvernement pour le plus grand bonheur des marchés et... des épidémies.

Loin d'être une fatalité, la confinomanie n'est que l'une des expressions, parmi d'autres, de la logique politique délirante qui est à l'origine de la crise que nous traversons. Peut-être serait-il temps de lui tourner définitivement le dos.